# cap finistère
penn ar bed

*L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste*
***habilité à publier les annonces légales et judiciaires*** - ISSN 1269-0791 - 0,30 €

N° 819
VENDREDI 12 JUIN 2009


# Au travail !


Dispensé de timbrage BREST CTC

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 11/06/2009

PRESSE URGENTE
DISTRIBUÉE PAR LA POSTE


**Au soir du 7 juin, le premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa, n'a pas utilisé la langue de bois pour commenter les scores des élections européennes.**

"Le résultat de ce scrutin n'est pas à la hauteur de ce que nous pouvions en attendre", a-t-il reconnu.

Par la participation tout d'abord. Scrutin après scrutin, l'intérêt s'affaiblit. En Finistère, avec 42,10 % de participation, nous enregistrons une baisse de près de 3,5 points par rapport à 2004 !



Par nos résultats ensuite.

Même si le département du Finistère enregistre le meilleur score pour le Parti Socialiste en Bretagne, avec 19,13 % des suffrages exprimés, c'est un net recul par rapport à 2004 (36,10 %). Comment l'expliquer ? Chacun ira probablement de son commentaire : peu ou pas de débats dans la campagne, émission sur *France 2* opposant violemment Daniel Cohn-Bendit à François Bayrou ou, encore, la diffusion du film de Yann Arthus-Bertrand vendredi… Bref.

Comme l'a très justement dit Martine Aubry, avec lucidité et vérité, nous devons bien admettre que notre parti, le Parti Socialiste, n'a pas su proposer une offre politique suffisante lors de cette élection, que les électeurs nous ont très probablement renvoyés à notre propre image dans l'opinion, c'est-à-dire dégradée depuis notre dernier congrès, et qu'il faudrait plus pour les convaincre de nous refaire confiance. Ajoutons à cela une stratégie de campagne en décalage avec les enjeux européens, alors même que nous portions un projet, un programme européen, et vous avez le résultat de dimanche soir.

Il nous faut donc, dès à présent, nous donner les moyens de faire du PS l'acteur majeur de la gauche, pour construire une dynamique d'alternance en 2012. Avec des idées fortes, attrayantes, en phase avec l'opinion, qui nous permettent de reconquérir la confiance des électeurs et de répondre aux défis de notre société. Avec, aussi, une profonde rénovation de nos pratiques politiques, très souvent mises en avant, rarement mises en application. Avec force, je soutiendrai notre Première secrétaire dans cette démarche, qui ne peut être que collective.

C'est un vaste défi qui attend le Parti Socialiste.

Mais nous n'aspirons pas au repos, alors au travail !"

## Mobilisation

*Le 13 juin sera une nouvelle journée de mobilisation sociale, à l'appel de toutes les organisations syndicales. Le gouvernement aurait tort de considérer le résultat des élections européennes comme un blanc-seing pour la politique économique et sociale menée depuis maintenant 7 ans. Le message que lui adresseront les salariés, samedi, est simple : il doit revaloriser le SMIC et les minima sociaux, renoncer aux suppressions de postes dans la fonction publique, supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires. Le patronat doit aussi entendre les revendications des salariés et s'engager à sauvegarder l'emploi et à mieux répartir les richesses entre les dividendes des actionnaires et les salaires.*
*Les syndicats sont unis pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics. Les socialistes seront présents dans les manifestations de Brest, Morlaix, Quimper et Quimperlé, samedi à 10 h 30.*

*PS 29*


*Le dossier de la semaine*
**Lait : des réponses, vite !**

*Le Conseil général soutient l'agriculture*

*Vie de la Fédération*
**CCPBS : le PS, force de propositions**

*Les socialistes bigoudens se coordonnent*

*Interview*
**Les colonnes de la République**

*Avec Jean-Michel Quillardet*

# Lait : des réponses, vite !

***"L'accord passé avant les élections européennes ne passera pas", ont prévenu les 200 agriculteurs du pays d'Iroise, rassemblés sur le parking du centre commercial Super U de Saint-Renan, le 6 juin.***

Depuis quinze jours, toutes les enseignes des grandes surfaces de la région ont été bloquées par les producteurs de lait qui souhaitent engager un débat avec la grande distribution à propos des marges



*800 manifestants, le 6 juin à Saint-Renan*

qu'elle pratique sur les produits alimentaires. A Saint-Renan, comme ailleurs, cette discussion n'a pas pu s'engager.

## Un appel de détresse

En revanche, les élus, au premier rang desquels figuraient Didier Le Gac, conseiller général socialiste du canton de Saint-Renan et président du groupe de la majorité au Conseil général, et Pascale Mahé, conseillère générale de Guilers et vice-présidente en charge du pays de Brest, ont répondu présents à l'invitation lancée par des agriculteurs.

**"C'est important que nous soyons là aujourd'hui",** estimait Guy Colin, maire de Brélès et agriculteur. **"Ce mois-ci, j'ai touché 215 euros pour 1 000 litres de lait, or on ne peut pas s'en sortir à moins de 300 euros les 1 000 litres".**

C'est d'ailleurs pour expliquer les raisons de leur colère que plusieurs agriculteurs, en particulier des jeunes, ont successivement pris la parole sur la remorque d'un tracteur, garé là où un samedi matin "ordinaire" stationnent les voitures des consommateurs.

**"Nous avons bien conscience de mener une action violente en bloquant l'accès de cette grande surface un samedi matin, veille de la fête des mères",** reconnaissait Cédric Petton, responsable des jeunes agriculteurs du canton de Saint-Renan. **"Mais la gravité de la crise le justifie".**

D'autant que cette action intervient après quinze jours de mobilisation destinés à alerter les pouvoirs publics sur les difficultés que connaissent les producteurs de lait : de blocages de grandes surfaces et de laiteries en distribution de lait, la mobilisation des producteurs est montée en puissance.

## La grande distribution sur la sellette

Les grandes surfaces sont particulièrement visées par les agriculteurs qui réclament une mise à plat de la loi de modernisation économique. **"On nous demande d'être totalement transparents dans nos exploitations, y compris sur les montants des subventions PAC qui sont consultables par tout le monde sur internet",** a souligné une jeune agricultrice de Ploumoguer. Mais où est la transparence des marges que réalisent les grandes surfaces sur la vente de nos produits ? **"En quelques jours, on peut voir le prix du litre de lait, vendu en grande surface, passer de 55 à 75 centimes",** faisait remarquer un agriculteur de Loc-Maria-Plouzané, tandis qu'une de ses collègues rappelait aux consommateurs qu'ils doivent payer leurs achats dès qu'ils passent à la caisse tandis que les agriculteurs ne sont payés que le 20 de chaque mois, **"et on ne sait même pas à l'avance ce que nous allons percevoir. Pour nous c'est travailler plus pour gagner rien !".**

Pour les agriculteurs des solutions existent. Lorsque la crise de l'ESB a frappé, il a été possible d'instaurer un prix plancher sous lequel il n'était pas possible de vendre la viande de bœuf. Ce qui a été possible pour l'industrie automobile doit l'être aussi pour l'agriculture car, si les producteurs de lait sont aujourd'hui particulièrement touchés, il ne faut pas perdre de vue que les producteurs de porcs ou de légumes traversent aussi une période très difficile.

**"Nous sommes aux côtés des producteurs de lait",** a réaffirmé, devant les



*Les grandes surfaces bloquées*



*Didier Le Gac : "Des régulations, tout le temps"*

manifestants, Didier Le Gac. **"D'abord, car il s'agit de la filière qui engendre le plus d'installations de jeunes agriculteurs dans le département. Sans lait, il n'y aurait plus de jeunes à s'installer. Ensuite, parce qu'elle concourt à l'aménagement du territoire dans tout le pays, aussi bien dans les zones de montagne, que dans les plaines ou les pays de bocage comme chez nous. Une exploitation représente environ huit emplois indirects dans la filière".**

## Le conseil général soutient l'agriculture

**"Une régulation est indispensable pour maintenir cette agriculture. Mais elle doit s'appliquer dans les mauvais moments comme dans les bons",** a tenu à souligner Didier Le Gac. **"Il n'est pas possible d'en appeler à l'autorégulation du marché lorsque les cours sont hauts et demander l'intervention de la puissance publique lorsqu'ils sont bas".** Le président du groupe majoritaire au Conseil général a rappelé l'engagement de la collectivité aux côtés des agriculteurs du Finistère, en particulier pour aider à l'installation de jeunes. Au total, le budget du Conseil général pour ce secteur s'élève à six millions d'euros.

Le message adressé par les agriculteurs, le 6 juin, sera-t-il entendu ? Malheureusement, rien n'est moins sûr. Mais les pouvoirs publics ne pourront pas dire qu'ils ignoraient le malaise qui croît dans les campagnes. La signature de l'accord national du 4 juin a permis de **"sauver le soldat Barnier",** à la veille du scrutin européen, mais ne résout absolument pas la crise. A moins de 300 euros les mille litres de lait, les exploitations ne sont plus viables. Quant aux responsables de la grande distribution, ils doivent comprendre qu'ils n'ont rien à gagner à étrangler financièrement les agriculteurs.

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement qui doit très rapidement trouver une issue à cette crise.

# CCPBS : le PS, force de propositions

## Les socialistes bigoudens tiennent leurs engagements.

Pendant la campagne des élections municipales de l'année dernière, les sections de la communauté de communes du Pays Bigouden Sud* (CCPBS) avaient organisé des rencontres avec les candidats des listes de gauche et avaient élaboré un projet intercommunal pour la CCPBS.

Maintenant que la communauté de communes est à gauche, les socialistes bigoudens ont mis en place le CCIS-PS (Comité de coordination intersections). **"J'approuve pleinement cette initiative",** se félicite Jean-Paul Stanzel, adjoint au maire de Penmarc'h et président de la CCPBS. Cette nouvelle instance apparaît d'autant plus pertinente que l'intercommunalité est appelée à se développer dans les années qui viennent.



*Les secrétaires de section du Pays Bigouden Sud*

**"Nous nous sommes fixés une triple mission",** explique Michel Dath, secrétaire de la section de Pont-l'Abbé et rapporteur du CCIS. **"D'abord, la mise en commun de nos réflexions sur l'évolution et l'avenir de la communauté de communes. Ensuite, nous voulons être une force de propositions pour les élus communautaires. Enfin, nous voulons échanger avec les autres formations politiques de gauche du Pays Bigouden Sud".**

Le comité de coordination regroupe les quatre secrétaires de section du secteur et deux adhérents par section. **"Nous nous réunissons au moins une fois toutes les six semaines dans une des communes de la CCPBS. Nos prochaines réflexions porteront à la fois sur les compétences de la communauté et sur la pertinence de son périmètre",** annonce Michel Dath.

** Le Guilvinec Penmarch, Loctudy, Plobannalec et Pont l'Abbé.*





# Les colonnes de la République

Avec Jean-Michel Quillardet

**La franc-maçonnerie doit ouvrir ses portes et ses fenêtres, a expliqué Jean-Michel Quillardet, ancien maître du Grand Orient de France, à l'occasion du premier Salon du livre maçonnique qui s'est tenu à Quimper les 29 et 30 mai.**

***Cap Finistère : Le Finistère est-il une région de forte tradition maçonnique ?***

***Jean-Michel Quillardet :*** *Dans le Finistère, la première apparition d'une loge remonte à 1770 à Brest. Ici, l'histoire de la maçonnerie, qui est libérale et dogmatique, est particulièrement marquée par le combat des républicains contre la tradition cléricale.*

***Cap Finistère : Que trouve-t-on dans un Salon du livre maçonnique ? Et à qui s'adresse-t-il ?***

***Jean-Michel Quillardet :*** *On y trouve des ouvrages écrits par des francs-maçons mais aussi des livres qui traitent de la franc-maçonnerie. Des essais et des livres historiques mais aussi des bandes dessinées ou des objets maçonniques. Une vingtaine d'éditeurs et d'auteurs ont répondu présents pour cette première édition qui intervient quelques jours avant un grand rassemblement. Il est ouvert à tous ceux qui s'intéressent aux travaux des francs-maçons qui sont des hommes et des femmes qui réfléchissent, mais aussi, qui agissent dans la société, car nous mettons en application, dans la société civile ou les syndicats, ce que nous professons dans les loges.*

***Cap Finistère : Ce Salon, ouvert à tout le monde, ne correspond pas à l'image de secret souvent accolée à la franc-maçonnerie.***

***Jean-Michel Quillardet :*** *Nous ne sommes pas secrets, mais nous sommes discrets. Un salon comme celui de Quimper et les réunions publiques organisées à cette occasion doivent justement contribuer à casser cette image fausse.*

***Cap Finistère : Vous avez présenté votre dernier livre, "Les colonnes de la République", à ce salon. Les valeurs de la République sont menacées, selon vous ?***

***Jean-Michel Quillardet :*** *Nous ne sommes pas contre les religions. Pour nous, la foi doit rester une affaire privée et il appartient à la République de veiller à ce que les religions ne s'immiscent pas dans les affaires de l'État. Or, aujourd'hui, on peut constater de sérieuses entorses à ces principes. Je pense à l'idée de laïcité "positive" ou la reconnaissance de diplômes accordés par le Vatican.*

***Cap Finistère : Il s'agit là de prises de positions politiques ?***

***Jean-Michel Quillardet :*** *Les partis politiques sont indispensables à la démocratie et nous ne voulons pas nous substituer à eux. Le Grand Orient de France n'a jamais donné de consignes de vote pour une élection, sauf en 2002 lorsque Jean-Marie Le Pen était au second tour de la présidentielle. En revanche, sur les principes et les valeurs nous nous exprimons et lorsque nous estimons que le pacte républicain est menacé, comme aujourd'hui, nous le disons.*

# Agenda

**12 juin**
18 h 30 : Conseil fédéral, au local du PS à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

**15 juin**
20 h 00 : Commission fédérale égalité hommes-femmes : préparation du forum *"Femmes engagées"* du mois de novembre, au local du PS à Brest. *Ouverte à tous.*

**21 juin**
9 h 30 - 12 h 30 : Réunion du BREIS, salle du Chapeau Rouge à Quimper.

**25 juin**
Vote sur la Charte fédérale, dans les sections.

**28 juin**
Fête de la sixième circonscription, en présence de Benoît Hamon.


**Cap Finistère**
*Le Breton Socialiste*
CPPAP 1212 P 11428
N° 819 - Vendredi 12 Juin 2009
www.ps29.org - cap-finistère@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20
*Directeur de la publication :* Marc COATANÉA
*Rédacteur en chef :*
Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest
*Impression :*
Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03


## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

☐ Abonnement ☐ Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien : à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère du Parti Socialiste.

# En bref...

### Vidéo surveillance

Des caméras de vidéo surveillance à Plonéour-Lanvern ? C'est ce qu'un adjoint au maire a annoncé à l'occasion d'une réunion à laquelle étaient conviés les nouveaux habitants de cette commune. La section quimpéroise de la Ligue des Droits de l'Homme a immédiatement envoyé un courrier au maire pour s'en émouvoir et lui demander des explications. Dans ce courrier, la LDH **"s'inquiète des propos tenus, selon la presse, par votre adjoint à la sécurité, André Quéau, le 13 mai dernier, lors du pot d'accueil des nouveaux habitants de Plonéour-Lanvern. En effet, M. Quéau a évoqué la mise en place d'un système de vidéo surveillance afin de prévenir les faits de petite délinquance dans votre commune. Nous tenons à vous rappeler que ces systèmes sont coûteux, inefficaces et surtout liberticides. Sans remettre en cause les difficultés que vous rencontrez, nous pensons que le tout sécuritaire n'a pas de sens et ne ferait qu'alimenter un sentiment d'insécurité déjà largement entretenu par les médias et le gouvernement. Chaque caméra placera vos concitoyens en situation de suspect permanent. Nous pensons que la mise en place de mesure éducative ou de prévention par l'embauche d'un éducateur ou d'un médiateur, par exemple, serait une action beaucoup plus positive. Nous savons que, pour le moment, votre position n'est pas arrêtée".**

### Sécurité sociale

Devant le 39e congrès de la Mutualité française, Nicolas Sarkozy a annoncé, jeudi 4 juin, qu'il souhaitait confier de nouvelles responsabilités aux organismes complémentaires.

**"Le Parti socialiste se réjouit de la reconnaissance apportée au travail effectué par la Mutualité française",** a indiqué Marisol Touraine, secrétaire nationale à la Santé et à la Sécurité sociale, avant de préciser **"mais il s'inquiète de la stratégie présidentielle. Sous couvert de réduction du déficit de la Sécurité sociale, ce nouveau partenariat entre l'assurance-maladie, les mutuelles et les assurances, sera un instrument de diminution du périmètre de la Sécurité sociale".**

Alors que près de 40 % des Français disent avoir renoncé ou retardé des soins pour des raisons financières et que plus de 7 % n'ont pas de couverture complémentaire, l'annonce de Nicolas Sarkozy est un mauvais coup porté à notre système de solidarité face à la maladie.

Au terme de près de sept ans de gouvernement de droite, la situation financière de la Sécurité sociale est profondément dégradée puisque la dette sociale cumulée devrait dépasser les 120 milliards d'euros. Incapable de mettre en œuvre une réforme structurelle de notre système de santé, comme l'a encore démontré la loi HPST, le gouvernement fait le choix du désengagement au détriment des plus fragiles.

Après les franchises médicales et l'augmentation des déremboursements, cette nouvelle étape dans le désengagement de la Sécurité sociale va encore fragiliser l'accès des Français à la santé.

Enfin, le Parti Socialiste attend des actes concrets et précis face à l'augmentation des dépassements d'honoraires qui ont représenté plus de 2 milliards d'euros en 2008. Alors que le gouvernement vient de reculer sur ce point, l'annonce de négociations, par le président de la République, ne trompe personne quant à la réalité de sa politique.

### Université d'été

Les adhérents qui souhaitent s'inscrire pour participer à l'Université d'été de la Rochelle doivent se faire connaître auprès du secrétariat fédéral au : 02 98 53 20 22. Nombre de places limitées.

### Du nouveau sur la toile

La section de Landerneau a désormais un blog : *http://ps-landerneau.over-blog.com*

### Disparition

Nous avons appris avec tristesse le décès du fils de notre camarade, Marie-France Boucher, ancienne secrétaire de section de Saint-Renan. L'ensemble des adhérents de la Fédération s'associe à la peine de la famille et lui présente ses plus sincères condoléances.

# Annonces légales & judiciaires

**SELARL AVANTIA**
**Maîtres LAURENS et FLEURY - Avocats**
**Avenue Pierre-Marzin - 22300 LANNION**
**Tél. 02 96 48 21 40**

**LB.TEL**
**Société à responsabilité limitée**
**au capital de 8 000 euros**
**Siège social : 3, place du Marché**
**29150 CHATEAULIN**

**AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à ROSCOFF du 10 avril 2009, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de BREST-PONANT le 17 avril 2009, bordereau n° 2009/464, case n° 8, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme sociale :** Société à responsabilité limitée.

**Dénomination sociale : LB.TEL**

**Siège social :** 3, place du Marché - 29150 CHATEAULIN.

**Objet social :** La constitution, l'exploitation d'un réseau de boutiques de téléphonie, la vente de tous matériels et équipements de téléphonie et services multimédia, la souscription de contrats d'abonnement auprès des opérateurs de téléphonie mobile.

**Durée de la Société :** 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

**Capital social :** 8 000 euros.

**Gérance :** Monsieur Damien LABAT, demeurant Kerfissiec - 29680 ROSCOFF, a été nommé gérant.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Pour avis,
La Gérance.

**ADDITIF**
à l'annonce du 05/06/2009, relative à l'apport en nature par Madame Claire HUA à la **PHARMACIE HUA**

Il est précisé que le contrat d'apport en nature en date à GUIPAVAS du 19 mai 2009, a été enregistré à BREST (SIE de BREST-PONANT) le 25 mai 2009, Bordereau n° 2009/610, Case n° 24.